

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome II : Ouvriers
(5^e édition. – Avril 2005)

ACCORD DU 12 DÉCEMBRE 2005
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ANNUELS POUR L'ANNÉE 2006
(PACA)

NOR : *ASET0650236M*
IDCC : 1702

Entre :

La fédération des travaux publics de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC,

D'autre part,

au cours de la commission paritaire qui s'est tenue le 12 décembre 2005, et en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les minima annuels des ouvriers dans les entreprises de travaux publics pour 2006 sont fixés comme suit.

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	MINIMA ANNUELS base de 35 heures
NIVEAU I		
- position 1	100	15 999
- position 2	110	16 574
NIVEAU II		
- position 1	125	17 256
- position 2	140	19 050
NIVEAU III		
- position 1	150	20 410
- position 2	165	21 969
NIVEAU IV	180	23 967

Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC en vigueur ; ces barèmes, établis sur la base de 35 heures, n'incluent pas les heures supplémentaires (principal et majoration).

Article 2

Date et durée d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent pour l'année 2006.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord est applicable au personnel ouvrier des entreprises de travaux publics de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 4

Dépôt

Le présent accord sera déposé, conformément aux dispositions du code du travail, en 5 exemplaires dont un original, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Bouches-du-Rhône et transmis, pour information, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Alpes-de-Haute-Provence, des Hautes-Alpes, des Alpes-Maritimes, du Vaucluse et du Var ainsi qu'aux conseils de prud'hommes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 5

Extension de l'accord

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Marseille, le 12 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)